



Rapport annuel
2013 | 2014



SIFÉE

Secrétariat international francophone
pour l'évaluation environnementale

MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION	4
ACTIVITÉS	7
Colloque international de Lomé 2013	7
École d'été de Lomé 2013	9
Appui au renforcement des capacités à Haïti	10
Programme de formations nationales	11
Séminaire sur le renouvellement de l'approche en ÉE	12
ORGANISATION	13
Membres	13
Nouveau site web, nouvelle image	14
Distinctions honorifiques	14
Diffusion d'information en évaluation environnementale	15
Promotion et développement du réseau	15
RAPPORT FINANCIER	16
Bilan financier 2013	16
Prévisions budgétaires 2014	16
PERSPECTIVES 2014-2015	17
Colloque international 2015	17
Autres interventions prévues	17
ANNEXES	18
Membres du conseil d'administration – juin 2013 à septembre 2014	18
Organismes membres du SIFÉE – en date du 1er août 2014	19

MOTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE LA DIRECTION



À l'aube du terme de mon mandat de Président du conseil d'administration du SIFÉE, l'exercice imposé du « mot » aux membres de notre organisation apporte un sentiment particulier, en parfaite harmonie avec « l'œil dans le rétroviseur » que l'on porte lorsqu'une page de son histoire personnelle se tourne.

Une page de l'histoire du SIFÉE s'est justement tournée cette année avec la définition de nouvelles modalités de collaboration entre l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), et la page qui s'ouvre est une nouvelle étape vers la maturité. En effet, aussi important que ce changement de fonctionnement soit, il est primordial de le voir tel qu'il est : une marque de confiance envers la capacité et l'expertise du SIFÉE à assurer, tout au long de l'année, la promotion de l'évaluation environnementale dans l'espace francophone et le renforcement des capacités des États ou organisations qui en ressentent le besoin.

Le séminaire co-organisé par le SIFÉE et le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie français pour lequel je travaille en janvier 2014 participe de cette nouvelle perspective. Le succès de cette manifestation, constaté à son issue, n'est pas démenti plusieurs mois plus tard puisque plusieurs participants seront orateurs lors de la 19^e édition du colloque à Bruxelles en septembre 2014. Souhaitons que ce lien établi soit durable et soit suivi de nombreux autres créés à l'occasion d'événements similaires, comme le 23^e congrès annuel de l'Association québécoise pour l'évaluation d'impact (AQÉI) en mars 2015.

Je voudrais pour conclure adresser quelques mots à mon successeur à la Présidence du conseil d'administration.

Tout d'abord, qu'il soit assuré de mon soutien, mon engagement pour le SIFÉE ne s'arrêtant pas à la fin de mon mandat. Mais plus que mon soutien, qu'il sache qu'il pourra compter et s'appuyer sans crainte sur Gilles Côté, qui mène un travail extraordinaire à la direction générale en ce moment clé pour notre organisation.

De même, l'expérience d'Antoni Cormier est un atout précieux, aussi bien dans l'organisation logistique du Colloque et de l'école d'été que dans l'animation au quotidien des réunions, et toutes ses initiatives (au moins celles dont j'ai eu connaissance !) ont été bénéfiques pour le SIFÉE.

Je remercie donc chaleureusement Gilles Côté et Antoni Cormier, qui sont les poumons de notre organisation, pour leur professionnalisme et leur sympathie, et souhaite au SIFÉE et à ses membres une excellente année 2015.

Nicolas MANTHE

Président du conseil d'administration



L'année qui se termine a constitué un moment décisif pour le SIFÉE. En effet, en décembre 2013 l'*Institut de la Francophonie pour le développement* (IFDD) annonçait le retrait de sa participation à l'organisation des deux activités phares du SIFÉE, l'École d'été et le Colloque international en évaluation environnementale. Depuis plusieurs années, l'IFDD prenait en charge la participation d'une vingtaine de personnes contribuant ainsi à la viabilité de l'évènement sur le plan financier et de la fréquentation.

Le retrait de l'IFDD découle d'un changement de stratégie annoncé depuis quelques mois, mais dont la mise en œuvre a été devancée, nécessitant un ajustement rapide de la planification de ses activités en 2014. La direction du SIFÉE, avec l'appui du comité exécutif, a maintenu sa décision de tenir la 19^e édition du Colloque international en évaluation environnementale au mois de septembre étant donné les démarches déjà entamées pour sa réalisation. Cependant, des modifications significatives ont été apportées afin d'en réduire l'ampleur. Le Colloque s'échelonne sur 3 jours et l'atelier de formation sur 2 jours.

Dorénavant, l'IFDD souhaite consacrer ses ressources au financement d'ateliers de formation nationale et en a confié la réalisation au SIFÉE pour l'année 2014. Un premier atelier a été réalisé en Haïti au printemps (31 mars – 4 avril) et sera suivi d'un deuxième à l'automne. À cela s'ajoutent trois ateliers en Afrique : Côte d'Ivoire (28 – 30 août), les Comores (3 – 7 novembre), Madagascar (10 – 15 novembre).

Notre implication dans la réalisation des ateliers de formation nationale de l'IFDD est une bonne nouvelle. D'abord, elle témoigne de la confiance de l'IFDD à l'endroit du SIFÉE pour l'organisation de ce type d'activité. De plus, elle donne une visibilité accrue au Secrétariat et au rôle que ce dernier peut jouer comme ressource mobilisable pour répondre aux besoins des intervenants en évaluation environnementale dans les pays membres de la Francophonie.

Dans la poursuite du même objectif, le SIFÉE a organisé en collaboration avec le *Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie* (MÉDDE), un séminaire sur le thème du renouvellement de l'approche en évaluation environnementale, au mois de janvier 2014, à Paris; l'évènement fut très apprécié par les participants. De plus, le SIFÉE a participé comme observateur à un atelier organisé par l'*Union économique et monétaire ouest-africaine* (UEMOA) portant sur le thème de l'harmonisation des réglementations relatives aux évaluations environnementales au sein des États membres. Cette activité a été l'occasion de rencontrer les représentants des agences responsables de l'administration des processus d'évaluation environnementale dans plusieurs pays francophones de l'Afrique de l'Ouest.

Ces développements récents sont cohérents avec l'objectif de diversification des activités du SIFÉE. Toutefois, ils ne sauraient nous faire oublier les défis à relever pour assurer la viabilité de l'organisme à moyen et long terme. Plusieurs mesures ont été évoquées dans le rapport annuel 2012-2013 à cet égard dont l'augmentation du nombre des activités payantes sous la forme d'ateliers régionaux et nationaux ou de formations à la carte en collaboration avec des partenaires publics et privés ainsi que l'augmentation de la part des appuis reçus sous la forme de subvention de fonctionnement. Cependant, les retombées concrètes de ces mesures pourraient prendre du temps à se réaliser étant donné le contexte budgétaire dans lequel la plupart des organisations publiques et privées évoluent et qui se caractérise par une réduction des dépenses. Le soutien des deux principaux contributeurs au fonctionnement du SIFÉE, le MÉDDE et ministère du Développement durable, Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, ne peut à cet égard être tenu pour acquis.

La situation financière du SIFÉE au terme de l'exercice financier pour l'année 2013 est bonne étant donné le succès remporté par ses activités, particulièrement le Colloque et l'École d'été de Lomé. Toutefois, comme évoqué dans le rapport annuel 2012-2013, il est impératif de s'assurer de la rentabilité des activités organisées par le SIFÉE. L'établissement de partenariats favorise la réalisation de cet objectif. C'est dans cette perspective que la direction du SIFÉE a conclu une entente de collaboration avec l'*Association québécoise pour l'évaluation d'impact* (AQÉI) pour l'organisation en mars 2015 d'un séminaire sur le thème de l'évaluation des impacts des politiques, des plans et des programmes en matière d'aménagement et d'urbanisme. Telle entente de

partenariat avait été réalisée avec succès entre les deux organismes en 2006. Le séminaire tiendra lieu du 23^e congrès annuel pour l'AQÉI et d'activité préparatoire à la 20^e édition du Colloque international en évaluation environnementale du SIFÉE.

L'année 2014 est annonciatrice des changements qui devront être apportés au SIFÉE pour en assurer la viabilité. L'appui actif des membres du Conseil d'administration et du Comité exécutif sera à cet égard plus que jamais nécessaire pour opérer ces changements.

En terminant, je voudrais souligner le travail de Nicolas MANTHE à titre du président du Conseil d'administration du SIFÉE. Sa collaboration avec la direction du SIFÉE au cours des deux dernières années a été exemplaire. Notamment, ce dernier a joué un rôle de premier plan dans le rapprochement de son organisation d'appartenance, le MÉDDE, avec le SIFÉE et qui s'est concrétisé par la tenue du séminaire sur le renouvellement de l'approche en évaluation environnementale évoqué précédemment. Je le remercie également pour son appui à l'organisation des 18^e et 19^e éditions du Colloque international du SIFÉE en évaluation environnementale.

Enfin, je ne peux passer sous silence le rôle inestimable joué par Antoni Cormier au cours de la dernière année dans la poursuite des activités du SIFÉE. Ce dernier a su s'adapter rapidement aux changements imposés par les circonstances et à insuffler un esprit de renouveau à l'organisme, notamment par la refonte du site Web du SIFÉE dont il a assuré la coordination, tant sur le plan de la conception que celui de la mise en œuvre. À ce jour, les commentaires reçus n'ont été que positifs.

Je vous remercie

Gilles Côté
Directeur général

ACTIVITÉS



Colloque international de Lomé 2013

Description de l'évènement

Activité phare du SIFÉE, le Colloque international en évaluation environnementale (ÉE) est un forum de discussion auquel participent tous les intervenants du domaine : chercheurs universitaires, experts en provenance des bureaux d'études et des agences publiques, représentants d'organisations non gouvernementales, de la société civile, etc. L'évènement attire annuellement entre 150 et 300 participants. La 18^e édition du Colloque s'est tenue du 10 au 13 juin 2013 à Lomé (Togo) sur le thème de : « L'évaluation environnementale comme outil de prévention et de gestion des catastrophes ». Le Colloque s'est tenu à l'hôtel Mercure Lomé Sarakawa.

Partenaires scientifiques et techniques

La réalisation du Colloque a bénéficié de divers appuis techniques, organisationnels, scientifiques et financiers, catégorisés selon leur niveau d'intervention :

- Partenaires : Institut de la Francophonie pour le développement durable (FDD/OIF), Agence nationale de gestion de l'environnement du Togo (ANGE), République Togolaise, Banque ouest-africaine de développement (BOAD), Université de Lomé, Banque africaine de développement (BAD), Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ);
- Soutiens : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté Électrique du Bénin (CEB), Institut Français des Formateurs - Risques Majeurs et protection de l'Environnement (IFFO-RME);
- Collaborateurs : JAT Consulting, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), WACEM, Agence Française de Développement (AFD), Université Senghor, Société d'Administration de la Zone Franche (SAZOF), École des Mines de Nancy.

Aspects protocolaires

Les cérémonies protocolaires d'ouverture et de clôture du Colloque international ont été marquées par les interventions du Premier Ministre du Togo, de la Ministre de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo (MERF), du Directeur général de l'ANGE du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF-BRAO), du président du Conseil d'administration du SIFÉE et du Directeur général du SIFÉE. Des représentants de la BOAD, de la BAD et de la CEDEAO étaient également présents à la table d'honneur, lors de ces cérémonies protocolaires.

Participation

Le Colloque de Lomé 2013 a enregistré 172 participants, dont 95 provenant du Togo, soit 55 % du total des participants. La répartition des participants par continent (voir Figure 1) montre une présence africaine très importante. Le nombre total des pays représentés au Colloque était de 22.

À l'instar des colloques précédents, le Colloque de Lomé a permis de mobiliser une forte participation en provenance des pays limitrophes. Cette année, près de 75 % des participants au Colloque provenaient de la sous-région ouest-africaine.

En ce qui concerne les institutions d'origine des participants, il est à noter une forte présence des cadres des administrations publiques togolaises. En effet, plus de vingt ministères, agences nationales et entreprises d'État du Togo étaient représentés au Colloque. Il a également accueilli plusieurs participants rattachés à des universités, des centres de recherche, des bureaux d'études en environnement et des organisations régionales et internationales d'importance.

Contenu scientifique

Le Colloque visait à identifier les champs d'application de l'évaluation environnementale dans la prévention et la gestion des catastrophes, tant au niveau de la réalisation de projets spécifiques qu'à celui de la planification stratégique, et à faire le bilan des pratiques à cet égard. Des cas spécifiques de processus d'évaluation environnementale appliqués à la prévention et à la gestion des catastrophes ont été présentés et analysés dans le but d'en reconnaître les meilleures pratiques. Au total, 54 communications scientifiques ont été présentées au cours des quatre journées du programme. La figure 2 présente la répartition des conférenciers par pays d'origine.

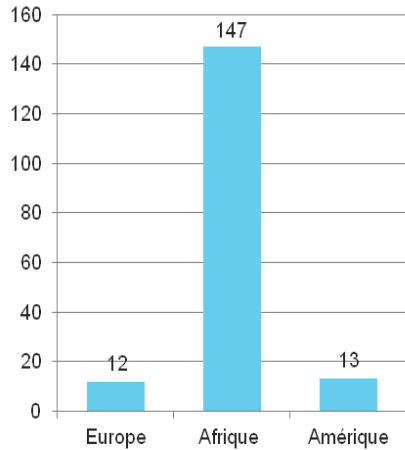


Figure 1 : Répartition des participants au Colloque de Lomé 2013, par continent

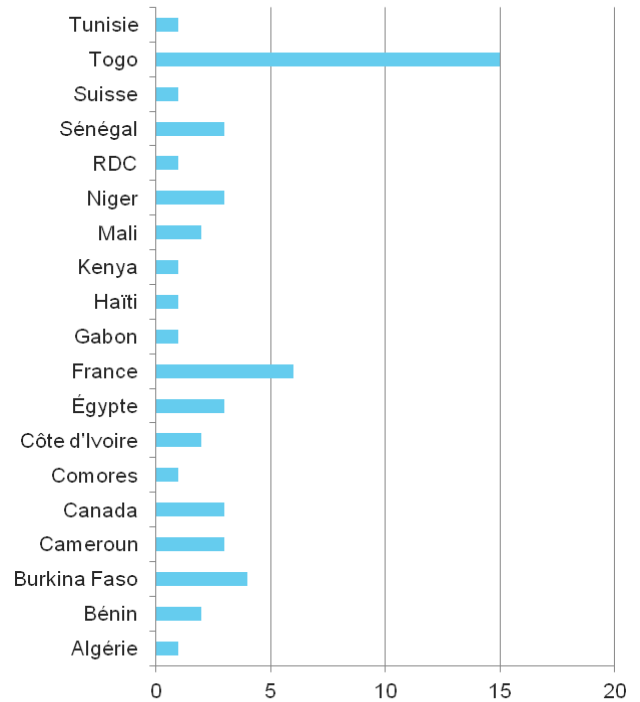


Figure 2 : Répartition des conférenciers au Colloque de Lomé 2013, par pays d'origine



École d'été de Lomé 2013

Description de l'évènement

Chaque année, le Colloque est couplé avec une formation de haut niveau en ÉE, appelée « École d'été », organisée conjointement par l'IFDD et le SIFÉE. La 17^e édition de l'École d'été, qui s'est tenue du 3 au 8 juin 2013 à Lomé (Togo), a porté sur le thème : « L'analyse du risque dans les processus d'évaluation environnementale : approches, méthodes et traitement de l'information ». L'École d'été s'est déroulée à l'hôtel Ibis Lomé Centre.

Partenaires scientifiques et techniques

Organisée par l'IFDD et le SIFÉE, l'École d'été a bénéficié de divers appuis techniques, organisationnels, scientifiques et financiers :

- Partenaires : ANGE, République Togolaise, Université de Lomé, Université Senghor, OFQJ, LOJIQ, WACEM;
- Collaborateurs scientifiques : École des Mines de Nancy, Convention RAMSAR sur les zones humides, JAT Consulting, CEB, IFFO-RME, Environnement Canada.

Aspects protocolaires

Les cérémonies d'ouverture et de clôture de l'École d'été ont été rehaussées par la présence de la Ministre de l'Environnement et des Ressources forestières du Togo (MERF), du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF-BRAO), du président du Conseil d'administration du SIFÉE, du Directeur du Département Environnement de l'Université Senghor d'Alexandrie, du Président de l'Université de Lomé, du Directeur général de l'ANGE, du Directeur général du SIFÉE et de représentant de l'IFDD et de WACEM.

Participation

L'École d'été de l'IFDD et du SIFÉE a connu une grande popularité encore une fois cette année. Elle a enregistré une participation de 103 personnes, dont 12 formateurs et intervenants.

Les formateurs étaient des enseignants et professionnels de haut niveau, provenant d'universités canadiennes et africaines, de bureaux d'études et entreprises et d'institutions publiques togolaises. Il s'agit de : Thierry VERDEL, responsable pédagogique (École des Mines de Nancy, Université de Lorraine, France); Joël Ahoahome AGBEMELO-TSOMAFO (JAT Consulting, Togo); Kossi Mensah Wolanyo AKPA (West African Cement, Togo) Evelyne ALLAIN (Institut Français des Formateurs - Risques Majeurs et protection de l'Environnement (IFFO-RME, France); Amadou Idrissa BOKOYE (Environnement Canada, Canada); Sotelle HOUËSSOU (Communauté Électrique du Bénin, Togo); et Paul OUÉDRAOGO (Convention Ramsar, Suisse).

Les participants provenaient de 18 pays. Le rapport hommes-femmes était de 81 pour 22, soit environ 21 % de femmes (voir Figure 3), ce qui est inférieur à la proportion observée en 2012, mais similaire à la tendance habituelle.

Contenu scientifique

L'analyse du risque s'appuie sur des concepts et des méthodes dont la compréhension constitue un atout pour les praticiens de l'ÉE à qui revient la responsabilité d'évaluer l'opportunité de réaliser de telles études, d'en déterminer la portée et d'intégrer les résultats à l'évaluation globale des actions envisagées.

Le thème de l'édition 2013 de l'École d'été était donc l'analyse du risque. Il a d'abord été question du rôle de l'analyse du risque dans les processus d'ÉE. Ensuite, la méthodologie générale de l'évaluation du risque a été présentée : les concepts afférents, les approches, les méthodes, les étapes de la réalisation d'une étude sur le risque. La distinction entre les notions d'évaluation du risque et de perception du risque a été explicitée.

Par ailleurs, les processus d'ÉE comportent la réalisation de nombreuses études dont celles portant sur le risque. Le défi sur le plan méthodologique consiste à mettre en relation les connaissances émanant de ces études et d'en faire la synthèse de manière à apporter un éclairage sur les enjeux significatifs des actions envisagées. Une séance a donc été consacrée à la problématique de l'intégration des résultats des études sur le risque à l'ÉE.

Il a aussi été question de la gestion du risque et de l'élaboration de programmes de gestion du risque. Enfin, un bilan des pratiques en matière d'évaluation et de gestion du risque a été dressé. Des études de cas ont été présentées dans la perspective de tirer les leçons des expériences réalisées dans ce domaine.

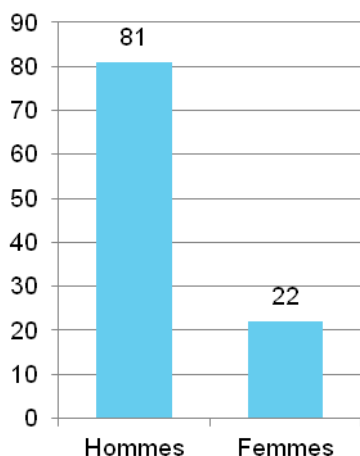


Figure 3 : Répartition des participants à l'École d'été de Lomé 2013, par genre



Appui au renforcement des capacités à Haïti

Depuis 2012, le SIFÉE, l'IFDD et le Programme des Nations Unies pour le Développement en Haïti (PNUD-Haïti) appuient la stratégie du Ministère de l'Environnement d'Haïti dans le domaine du renforcement des capacités des intervenants du domaine de l'évaluation environnementale. Cette année, le SIFÉE a participé à deux interventions : une formation à l'intention des agents de la fonction publique et un appui à la mise en place du Bureau National des Évaluations Environnementales (BNÉE) d'Haïti.

Formation des agents de la fonction publique

Dans la perspective d'appuyer le Ministère de l'Environnement d'Haïti dans la mise en œuvre de son dispositif d'évaluation environnementale, le PNUD-Haïti, en partenariat avec l'IFDD et le SIFÉE, ont organisé une formation à l'intention des cadres et employés rattachés au Bureau national des évaluations environnementales (BNÉE) et aux unités techniques sectorielles. Les objectifs visés par la formation consistaient à doter les participants de connaissances de base en évaluation environnementale et à les initier à leur rôle d'autorité responsable de l'application du dispositif prévu à cet effet en Haïti.

La formation a eu lieu à Port-au-Prince, du 31 mars au 4 avril 2014. Les formateurs étaient : M. Gilles COTE, directeur du SIFÉE; Mme Mireille PAUL, directrice à la Direction de l'évaluation environnementale des projets nordiques et miniers du ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et de Parcs (MDDEFP) du Québec (Canada); M. Jean Chrysostome RAKOTOARY, directeur général de l'Office national pour l'environnement (ONE) de Madagascar.

Appui à la mise en place du Bureau national des évaluations environnementales (BNÉE)

La deuxième activité de renforcement des capacités à laquelle a participé le SIFÉE consistait à offrir un appui scientifique à l'élaboration de la stratégie et du plan d'opérationnalisation du système d'évaluation environnementale et du BNÉE d'Haïti.

À cette fin, l'IFDD et le SIFÉE ont fait appel aux services de M. Jean-Chrysostome RAKOTOARY, Directeur général de l'Office national pour l'environnement (ONE) de Madagascar.

Le mandat de M. RAKOTOARY consistait à :

- analyser la proposition de cadre juridique et institutionnel de procédure générale et guides sectoriels de réalisation de l'évaluation environnementale en Haïti et, le cas échéant, à formuler des recommandations;
- appuyer le consultant national haïtien dans l'élaboration de la stratégie et du programme de mise en œuvre du système d'évaluation environnementale et du BNEE;
- participer à l'atelier de validation de cette stratégie et de ce programme de mise en œuvre.

Le travail de M. RAKOTOARY s'échelonnait sur une période de 9 jours, au cours des mois de mars et avril 2014. Ses activités ont débuté par un accompagnement à distance suivi d'un séjour à Haïti pour échanger directement avec le consultant national haïtien et pour participer à l'atelier de validation.

Au cours de son séjour à Haïti, M. RAKOTOARY a également participé à la formation des agents de l'administration publique à titre de personne-ressource. Sa participation a été l'occasion de partager son expérience à titre de directeur de l'ONE, autorité responsable de l'administration du dispositif d'évaluation environnementale à Madagascar.



Programme de formations nationales

En 2014, l'IFDD a lancé un programme d'ateliers de formation nationale en évaluation environnementale. Il en a confié la mise en œuvre au SIFÉE.

Le programme vise à appuyer les projets initiés par les organismes admissibles dans le domaine du renforcement des capacités en évaluation environnementale. L'appui de l'IFDD consiste à défrayer le coût du déplacement et de l'hébergement, ainsi que les honoraires d'experts engagés pour donner la formation. En contrepartie, les organismes récipiendaires prennent en charge les aspects logistiques de la formation et en assument le financement.

Un appel à propositions a été lancé en mars 2014. Une trentaine de projets ont été reçus, parmi lesquels trois ont été retenus :

- Formation en évaluation environnementale stratégique, proposée par l'Agence nationale de l'environnement (ANDE), Abidjan, Côte d'Ivoire (29 juillet – 1^{er} août);
- Formation sur les processus, méthodes et outils d'évaluation environnementale, proposée par la Direction générale de l'environnement et des forêts (DGEF), Moroni, Comores (3 – 7 novembre).
- Formation sur l'évaluation d'impact environnemental de projets pétroliers, proposée par l'Office national pour l'environnement (ONE), Antananarivo, Madagascar (10 – 15 novembre);

Le programme de formation nationale en évaluation environnementale est un projet pilote. Une décision concernant son renouvellement en 2015 sera prise à la fin de l'année courante.

Formation en évaluation environnementale stratégique, Abidjan (Côte d'Ivoire)

Cette formation s'adressait aux cadres et employés de l'autorité publique responsable et des ministères sectoriels, ainsi qu'aux experts à l'emploi de bureaux d'étude privés. Il est important de mentionner que la Côte d'Ivoire avait adopté en janvier 2014 un décret instituant l'obligation de réaliser des évaluations environnementales stratégiques (ÉES) dans les cas prévus par la loi. La formation visait le renforcement des capacités de ces

intervenants dans ce domaine de pratique spécifique. Au total, 54 personnes ont participé à la formation.

Les formateurs étaient : M. Gilles COTE, directeur général du Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale (SIFÉE) et M. Paul-André TURCOTTE, consultant. Mme Armelle ATSE-BEVILIS de l'ANDE s'est jointe à l'équipe des formateurs lors de la première journée, pour présenter le cadre réglementaire ivoirien en matière d'ÉES.

Séminaire sur le renouvellement de l'approche en ÉE

En partenariat avec le ministère français de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE), le SIFÉE a organisé un séminaire qui s'est tenu à Paris (France), en janvier 2014. Ce séminaire portait sur le thème du « Renouvellement de l'approche en évaluation environnementale et des pratiques en découlant : pourquoi et comment? » et visait à réunir des producteurs et des utilisateurs des études d'impact pour discuter du renouvellement de l'approche et des pratiques en évaluation environnementale. Parmi les participants, on compte notamment des représentants de l'autorité environnementale du *Conseil général de l'environnement et du développement durable* ainsi que des *directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement* (DREAL).

Ce séminaire s'inscrit dans la continuité des démarches entreprises par la direction du SIFÉE en mars 2013 visant à renforcer les liens avec le MÉDDE à travers la réalisation d'activités portant sur des thèmes d'intérêt commun.

ORGANISATION



Membres

En date du 1^{er} août 2014, le SIFÉE compte 50 membres, dont 17 associations, 16 firmes, 10 organismes gouvernementaux et 7 universités et centres de recherches (Figure 4).

Quatre nouvelles adhésions ont été enregistrées cette année, soient :

- le Réseau national pour la promotion des évaluations environnementales (RENAPEE), Burkina Faso;
- Environment and Sustainable Development Consulting (ESDEC-Sarl), Mali;
- OKAPI, Bureau du Mali;
- OKAPI, Bureau de République de Guinée.

La demande d'adhésion du bureau d'étude tunisien FNAC For ENVIRONMENT (FFE), déposée récemment, est à l'étude. Enfin, l'Association camerounaise pour l'évaluation environnementale (ACAMEE) est en voie de régulariser sa situation et pourra à nouveau compter parmi les membres du SIFÉE.

Les organismes dont les statuts de membre ont été résiliés en 2013-2014, pour cause de non paiement de la cotisation sur une période consécutive de 3 ans, sont les suivants :

- le Centre d'études et de recherches en environnement (CÉRE), République de Guinée;
- l'Association Centrafricaine des Professionnels en Évaluation Environnementale (ACAPÉE), République Centrafricaine.

Finalement, deux organismes n'ont pas renouvelé leur adhésion en 2014, soient :

- CRC Sogema Inc., Québec-Canada;
- la Chaire UNESCO-GN en gestion de l'environnement et développement durable, Maroc.

Cette année, 16 pays sont représentés parmi les membres du SIFÉE (Figure 5). Il s'agit d'une diminution par rapport à l'année dernière, alors que 18 pays étaient représentés. C'est également une faible part des 57 pays membres de la Francophonie. Certaines régions du monde, comme l'Afrique du Nord, ne comptent aucun membre au SIFÉE. La liste actualisée des organismes membres du SIFÉE est présentée à l'annexe 2.

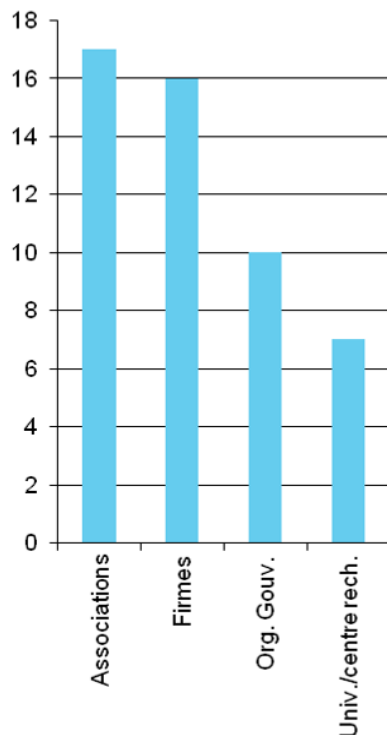


Figure 4 : Répartition des membres du SIFÉE, par type d'organisation

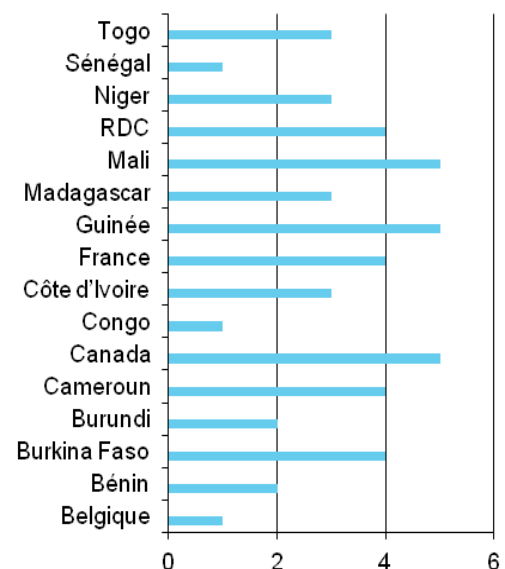


Figure 5 : Répartition des membres du SIFÉE, par pays

L'objectif d'élargir les adhésions à tous les pays membres de la Francophonie demeure un défi. La décision de tenir le colloque international en Belgique cette année visait justement à susciter de nouvelles adhésions en Europe. Des développements pourraient avoir lieu à cet égard au cours des prochains mois.



Nouveau site web, nouvelle image

Refonte du site web

En 2013, la direction du SIFÉE, appuyée par le conseil d'administration, a pris l'initiative de procéder à la refonte du site web du SIFÉE. Le SIFÉE disposait initialement d'un site web temporaire, qui ne correspondait pas à ses besoins et à l'image professionnelle qu'il désirait afficher à l'international.

Suite à un appel d'offres, l'entreprise montréalaise MG2 Média a été sélectionnée pour réaliser ce mandat. Le site web a été réalisé dans les temps prévus pour un montant total de 5 500 \$CAD. Depuis février 2014, le nouveau site web du SIFÉE est en ligne (www.sifee.org). Celui-ci offre une navigation plus conviviale et dynamique, grâce entre autres à de nouvelles caractéristiques telles :

- un module d'actualités et d'infolettre;
- un espace de publications simple et accessible;
- un design compatible aux tablettes et aux mobiles.

De plus, le nouveau répertoire des membres permet une meilleure mise en valeur des organismes membres du SIFÉE.

La direction est satisfaite du résultat et les commentaires des utilisateurs sont très positifs.

Nouveau logo

La refonte du site web a été une bonne occasion pour rafraîchir l'image du SIFÉE par l'adoption d'un nouveau logo. Sa signification graphique représente parfaitement la mission, les objectifs et les particularités du SIFÉE.

D'abord, la forme circulaire, faisant référence à la Terre, symbolise le caractère international du SIFÉE et les préoccupations globales de sa mission. Le cercle rappelle aussi la nature cyclique et continue du vivant, au cœur du domaine d'activité du SIFÉE.

Le bleu est symbole de vérité, de transparence, de confiance et de sécurité, valeurs portées par le SIFÉE, ses membres et son réseau à travers leurs actions. Le bleu rappelle également plusieurs éléments de notre environnement, comme l'eau, le ciel et l'énergie.

La flèche évoque la rupture de l'ambivalence. Elle est synonyme d'évolution, de synthèse et de décision, ce qui représente bien les objectifs du domaine de l'évaluation environnementale. Ensemble, les deux flèches courbées l'une sur l'autre représentent les échanges et le dynamisme du réseau du SIFÉE.

Remarquez finalement que la silhouette que laissent les flèches blanches sur le cercle bleu forme le « S » de « Secrétariat international francophone pour l'évaluation environnementale ».

Distinctions honorifiques

Distinctions honorifiques attribuées en 2013

La distinction « Ami du SIFÉE » a été attribuée à M. Karim SAMOURA, ancien Directeur général du SIFÉE. Cette distinction vise à souligner son engagement et ses efforts, pour le développement du SIFÉE et pour la promotion de l'évaluation environnementale dans le monde francophone au cours de ses six années à la direction de l'organisme.



Distinctions honorifiques attribuées en 2014

Cette année, le SIFÉE remet la distinction « Collaborateur » au Programme des Nations unies pour le Développement en Haïti (PNUD-Haïti). Cette distinction vise à souligner les efforts déployés par le PNUD-Haïti depuis trois ans pour le renforcement des capacités en évaluation environnementale en Haïti. À travers leur collaboration avec l'IFDD, le PNUD-Haïti a fait appel au SIFÉE pour réaliser une série de formations et d'interventions en évaluation environnementale. Depuis, ces efforts ont permis de former plus de 125

Haïtiens, universitaires, agents de la fonction publique et jeunes entrepreneurs, en plus d'apporter un appui technique à la mise en place d'un Bureau national en évaluation environnementale (BNEE).

Diffusion d'information en évaluation environnementale

Afin de favoriser le développement et le partage d'information en évaluation environnementale dans l'espace francophone, le SIFÉE diffuse sur son site web les publications de ses membres et partenaires. De plus, il produit et publie intégralement les actes des Colloques internationaux en évaluation environnementale et le contenu des formations dispensées dans le cadre des Écoles d'été du SIFÉE/IFDD.

Cette année, les actes du Colloque et le contenu de l'École d'été de Lomé 2013 ont été produits et mis en ligne sur une nouvelle plateforme conviviale et uniforme.

Promotion et développement du réseau

Atelier de l'UEMOA

Le directeur général du SIFÉE, M. Gilles CÔTÉ, a participé, à titre d'observateur, à un atelier portant sur le projet d'harmonisation des réglementations relatives aux évaluations environnementales au sein des États membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). L'atelier a eu lieu à Ouagadougou (Burkina Faso), du 28 au 30 avril derniers. Il réunissait des experts des huit États membres de l'UEMOA, des représentants d'organisations régionales et des personnes ressources. Il visait à valider « l'Étude régionale portant harmonisation des réglementations relatives aux évaluations environnementales au sein des États membres de l'UEMOA » rendu public en décembre 2013.

La présence d'un représentant du SIFÉE à cet atelier a été l'occasion d'établir des contacts directs avec des intervenants de premier plan dans la région de l'Afrique de l'Ouest et de mettre en valeur le rôle positif que peut jouer le SIFÉE dans la réalisation de projets d'envergure visant l'amélioration de l'efficacité des processus d'évaluation environnementale.

Autres actions promotionnelles

Au cours de l'année 2013-2014, le SIFÉE a été représenté lors de diverses activités, par son équipe de direction. Gilles CÔTÉ (Directeur général) et Antoni CORMIER (Chargé de projet). Ces derniers ont notamment pris part aux événements suivants à titre de représentant du SIFÉE : Conférence-midi chez Transfert environnement (Montréal, Canada), Sommet des Villes durables Eocity (Nantes, France), Congrès annuel de l'AQÉI (Montréal, Canada).

Ils ont également déployé des efforts pour renforcer les relations entre le SIFÉE, ses membres et les partenaires du réseau intervenant dans le domaine de l'évaluation environnementale. Leurs démarches ont entre autres permis d'établir ou de consolider certaines relations notamment avec le Ministère québécois du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), l'Agence canadienne d'évaluation environnementale (ACÉE) et la Banque interaméricaine de développement (BID).

RAPPORT FINANCIER

Bilan financier 2013

L'exercice financier qui s'est terminé le 31 décembre 2013 affiche un excédent des produits sur les charges d'un montant de 41 981 \$CAD. Il s'agit du premier exercice financier positif en cinq ans. Cet excédent s'explique notamment par les subventions importantes et par les inscriptions massives associées aux événements annuels.

Les charges (dépenses) totales ont cependant augmenté par rapport à l'année 2012, passant de 295 494 \$CAD à 343 074 \$CAD. Cette hausse est principalement reliée au coût plus élevé de l'organisation des événements annuels, mais aussi à la refonte du site web. Les autres charges, comme les salaires, le loyer et les autres frais de fonctionnement, sont demeurées relativement stables.

Le surplus budgétaire cumulé par le SIFÉE à la fin de l'année 2013 est de 134 949 \$CAD, comparativement à 92 968 \$CAD en 2012. Ce surplus cumulé, bien qu'en hausse, demeure raisonnable pour une organisation à but non lucratif. Il permet de combler le manque à gagner de l'organisme les années où le budget est déficitaire.

Prévisions budgétaires 2014

Le budget prévisionnel 2014 est disponible sur demande. Nous prévoyons un équilibre budgétaire pour l'année en cours. La réorientation de nos interventions avec l'IFDD, ainsi que le peu de subventions reçues pour la réalisation du Colloque annuel laissent entrevoir une baisse des revenus générés par nos activités en 2014. Ceci dit, aucune augmentation significative des charges liées au fonctionnement du SIFÉE n'est prévue. Afin que la situation financière du SIFÉE demeure stable, il faut être vigilant et trouver d'autres sources de revenus qui assureront le fonctionnement du SIFÉE, et ceci, indépendamment des revenus générés par ses activités.

PERSPECTIVES 2014-2015

Colloque international 2015

La direction du SIFÉE envisage la possibilité de tenir la 20^e édition de son Colloque international en évaluation environnementale, devant avoir lieu en 2015, sur le thème de « l'Évaluation des impacts des politiques, des plans et des programmes (PPP) en matière d'aménagement et d'urbanisme ».

Suivant la pratique établie, le prochain Colloque devrait avoir lieu sur le continent africain. La ville de Dakar (Sénégal) serait un lieu envisageable pour la tenue du Colloque.

Autres interventions prévues

Interventions à Haïti en 2014-2015

Une quatrième formation est prévue à Haïti, d'ici la fin de l'année 2014. Nous sommes en attente de la réception des termes de référence de l'IFDD et du PNUD-Haïti à cet effet.

Comme mentionné précédemment, l'année 2014 marque une transition dans la stratégie d'intervention de l'IFDD en matière de renforcement de capacités. Les modalités du programme d'intervention de l'organisme en Haïti ne sont donc pas encore connues.

Suite du Programme de formations nationales 2014 et perspectives pour 2015

Il en est de même du Programme de formations nationales qui sera évalué à la fin de l'année courante. Nous nous attendons toutefois à ce que le programme soit maintenu en 2015.

Séminaire

Le SIFÉE et l'Association québécoise pour l'évaluation d'impact (AQÉI) travaillent actuellement à l'organisation d'un séminaire conjoint d'une durée d'une journée et demie sur le thème de l'évaluation des impacts des politiques, des plans et des programmes (PPP) en matière d'aménagement et d'urbanisme. L'objectif du séminaire consiste à démontrer la pertinence d'appliquer un processus d'évaluation environnementale stratégique (ÉES) à l'élaboration des PPP en matière d'aménagement et d'urbanisme et d'en faire valoir les avantages. Une entente de partenariat a été signée par le SIFÉE et l'AQÉI à cet effet. Le séminaire aura lieu à Montréal, en mars 2015.

ANNEXE 1

Membres du conseil d'administration – juin 2013 à septembre 2014

	Président sortant	<i>M. Samuel YONKEU, Burkina Faso</i>	
Comité exécutif	Titre	Organisation	Représentation
	Président	Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE), France <i>M. Nicolas MANTHE</i>	Europe - Gouvernement
	Vice-président	Institut Supérieur d'Informatique et Gestion (ISIG), Burkina Faso <i>M. Samuel YONKEU</i>	Afrique - Centres universitaires de recherche, facultés ou instituts universitaires
	Vice-président	Ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la faune et des Parcs (MDDEFP), Québec-Canada <i>M. Pierre-Michel Fontaine</i>	Amérique - Gouvernement
	Secrétaire trésorier	Association québécoise pour l'évaluation d'impacts, Québec-Canada <i>M. Jean HÉBERT</i>	Amérique - Associatif
Conseil d'administration	Membre du Conseil	AgroParisTech-ENGREF, France <i>Mme Maya LEROY</i>	Europe - Centres universitaires de recherche, facultés ou instituts universitaires
	Membre du Conseil	Association béninoise des professionnels en évaluation environnementale (ABPÉE), Bénin <i>M. Marcel A. BAGLO</i>	Afrique - Associatif
	Membre du Conseil	NEXON Consulting, Côte d'Ivoire <i>M. Edmond ZOUZOUA</i>	Afrique - Représentant
	Membre du Conseil	Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE), Bénin <i>M. Edmond SOSSOUKPE</i>	Afrique - Gouvernement
	Membre du Conseil	Egis Cameroun, Cameroun <i>Mme Charlie FOYET SONKENG</i>	Autre
	Membre du Conseil	Forum Énergies Renouvelables-Développement Durable et Solidarité Internationale (Réseau-FERDEDSI), Belgique <i>Mme Marthe DJUIKOM</i>	Europe - Associatif
	Membre du Conseil	Groupe d'Études Interdisciplinaires en Géographie et Environnement Régional de l'Université du Québec à Montréal (GEIGER), Québec-Canada <i>M. Jean-Philippe WAAUB</i>	Amérique - Centres universitaires de recherche, facultés ou instituts universitaires
	Membre du Conseil	JAT Consulting SARL, Togo <i>M. Joel Ahoahome AGBEMELO-TSOMAFO</i>	Autre

ANNEXE 2

Organismes membres du SIFÉE – en date du 1^{er} août 2014

Associations

Belgique

Forum Énergies Renouvelables-Développement Durable et Solidarité Internationale (FERDEDSI)

Benin

Association béninoise des professionnels en évaluation environnementale (ABPÉE)

Burkina Faso

Association Burkinabè des Commissaires Enquêteurs (ABUCOME)

Réseau national pour la promotion des évaluations environnementales (RENAPEE)

Burundi

Association Burundaise pour les Etudes d'impacts Environnementaux (ABEIE)

Groupe d'Étude et de Recherches en Population-Environnement et Développement (GERPED)

Cameroun

Centre Africain de Recherches Forestières Appliquées et de Développement (CARFAD)

Canada

Association québécoise pour l'évaluation d'impacts (AQÉI)

Congo démocratique

Association nationale pour l'évaluation environnementale (ANÉE)

Observatoire National pour l'Environnement au Congo (ONEC)

Guinée

Observatoire des Aires Protégées et de l'Evaluation Environnementale (OBSAPEEN)

Réseau guinéen des spécialistes en évaluation environnementale (REGUISE)

Madagascar

Service d'appui à la gestion de l'environnement (SAGE)

Mali

Association malienne pour les études d'impacts sur l'environnement (AMÉIE)

Niger

Association nigérienne des professionnels en étude d'impact environnemental (ANPÉIE)

Sénégal

Association Actions Citoyennes « Énergie, Environnement et Développement »

Organismes gouvernementaux

Benin

Agence Béninoise pour l'Environnement (ABE)

Canada

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)

Cote d'Ivoire

Agence nationale de l'environnement (ANDE)

France

Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM)

Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE)

Madagascar

Office national pour l'environnement (ONE)

Niger

Bureau d'Évaluation Environnementale et des Études d'Impact (BEEEI)

Haut Commissariat à l'Aménagement de la Vallée du Niger (HCAVN)

Togo

Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE)

Firme de moins de 25 employés en environnement

Cameroun

EGIS-Cameroun

Société Africaine d'Expertise (SAFEX)

Unité de Recherche et d'Appui au Développement (URAD)

Congo

Éco Durable (E.D-Sarl)

Congo démocratique

OKAPI Environnement Conseil sprl

Société de commerce général, d'études et d'entrepreneuriat privé (SOCOGEEP)

Cote d'Ivoire

NEXON Consulting

Guinée

OKAPI Environnement Conseil sprl

Tropic Environnement

Madagascar

Land-Ressources Sarl

Mali

Environment and Sustainable Development Consulting (ESDEC-Sarl)

Groupe d'Experts pour le Développement Durable (GEDD-Sarl)

OKAPI Environnement Conseil sprl

Togo

Communauté électrique du Bénin (CEB)

JAT Consulting SARL

Firme de plus de 100 employés en environnement

Canada

Hydro-Québec Équipement et services partagés

France

EGIS Structures et Environnement

Universités et centres de recherche

Burkina Faso

Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement (2iE)

Institut Supérieur d'Informatique et de Gestion (ISIG International)

Canada

Groupe d'Études Interdisciplinaires en Géographie et Environnement Régional de l'Université du Québec à Montréal (GEIGER)

Cote d'Ivoire

Centre Suisse de Recherche Scientifique en Côte d'Ivoire (CSRS)

France

AgroParisTech-Engref

Guinée

Centre de recherche scientifique de Conakry-Rogbane (CERESCOR)

Mali

Chaire Unesco pour l'environnement

